

# Orientations

sur le type et le contenu des dispositions relatives aux accords de coopération (article 79 du règlement CCPRRR)

## Table des matières

1	Champ d'application.....	3
2	Références législatives, abréviations et définitions.....	4
2.1	Références législatives .....	4
2.2	Abréviations .....	5
2.3	Définitions .....	5
3	Objet .....	6
4	Obligations en matière de conformité et de déclaration .....	6
4.1	Statut des orientations.....	6
4.2	Obligations de déclaration .....	6
5	Orientations sur le type et le contenu des dispositions relatives aux accords de coopération .....	7
5.1	Partie 1 – Objet, champ d'application et dispositions générales .....	7
5.2	Partie 2 – Type et contenu des dispositions que les accords de coopération peuvent comprendre .....	8
5.3	Partie 3 – Aspects liés à la confidentialité.....	13
6	Annexe 1 — Modèle d'accord de coopération .....	15

## 1 Champ d'application

### Qui?

1. Les présentes orientations s'appliquent aux autorités de résolution.

### Quoi?

2. Les présentes orientations s'appliquent conformément à l'article 79 du règlement CCPRRR sur le type et le contenu des dispositions des accords de coopération.

### Quand?

- Les présentes orientations s'appliquent dans un délai de deux mois à compter de leur date de publication sur le site web de l'ESMA dans toutes les langues officielles de l'Union européenne.

## 2 Références législatives, abréviations et définitions

### 2.1 Références législatives

EMIR		Règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux <sup>1</sup> .
Règlement délégué (UE) n° 153/2013		Règlement délégué (UE) n° 153/2013 du 19 décembre 2012 concernant les exigences applicables aux contreparties centrales <sup>2</sup>
Règlement délégué n° 152/2013		Règlement délégué (UE) n° 152/2013 du 19 décembre 2012 concernant les exigences de capital applicables aux contreparties centrales <sup>3</sup>
Règlement instituant l'ESMA		Règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/77/CE de la Commission <sup>4</sup> .
Règlement CCPRRR		Règlement (UE) 2021/23 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un cadre pour le redressement et la résolution des contreparties centrales et modifiant les règlements (UE) n° 1095/2010, (UE) n° 648/2012, (UE) n° 600/2014, (UE) n° 806/2014 et (UE) 2015/2365, ainsi que les directives 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2007/36/CE, 2014/59/UE et (UE) 2017/1132 <sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> OJ L 201, 27.7.2012, p.1

<sup>2</sup> OJ L 52, 23.2.2013, p. 41

<sup>3</sup> OJ L 52, 23.2.2013, p. 37

<sup>4</sup> OJ L 331, 15.12.2010, p. 84

<sup>5</sup> OJ L 22, 22.1.2021, p. 1–102

## 2.2 Abréviations

<i>CCP</i>	Contrepartie centrale
<i>ESMA</i>	Autorité européenne des marchés financiers
<i>UE</i>	Union européenne

## 2.3 Définitions

- Sauf indication contraire, les termes utilisés dans les présentes orientations ont le même sens que dans les règlements CCPRRR, EMIR et les règlements délégués 152/2013 et 153/2013.

### 3 Objet

- Les présentes orientations se fondent sur le mandat législatif prévu à l'article 79, paragraphe 4, deuxième alinéa, du règlement CCPRRR. L'article 79, paragraphe 4, mandate l'ESMA d'élaborer des lignes directrices précisant le type et le contenu des dispositions figurant dans les accords de coopération susmentionnés. Ces orientations ont pour objectif d'établir des pratiques de surveillance cohérentes, efficaces et efficaces au sein du système européen de surveillance financière et de garantir l'application commune, uniforme et cohérente de l'article 79, paragraphes 3 et 4, du règlement CCPRRR.

## 4 Obligations en matière de conformité et de déclaration

### 4.1 Statut des orientations

- En application de l'article 16, paragraphe 3, du règlement instituant l'ESMA, les autorités compétentes (en l'occurrence, les autorités de résolution désignées conformément à l'article 3 du règlement CCPRRR) doivent tout mettre en œuvre pour respecter les présentes orientations.

- Les autorités compétentes ou les autorités de résolution auxquelles les présentes orientations s'appliquent doivent s'y conformer en les intégrant à leur cadre juridique national et/ou à leur cadre de surveillance et de résolution national, le cas échéant.

### 4.2 Obligations de déclaration

- Dans un délai de deux mois suivant la date de publication des présentes orientations sur le site web de l'ESMA dans toutes les langues officielles de l'UE, les autorités compétentes auxquelles elles s'appliquent doivent notifier à l'ESMA si i) elles s'y conforment, ii) ne s'y conforment pas mais ont l'intention de le faire ou iii) ne s'y conforment pas et n'ont pas l'intention de le faire.

- En cas de non-conformité, les autorités compétentes doivent également notifier à l'ESMA, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication des orientations sur le site web de l'ESMA dans toutes les langues officielles de l'UE, les raisons pour lesquelles elles ne s'y conforment pas.

- Un formulaire de notification est disponible sur le site web de l'ESMA. Une fois complété, le formulaire doit être transmis à l'ESMA.

## 5 Orientations sur le type et le contenu des dispositions relatives aux accords de coopération

### 5.1 Partie 1 – Objet, champ d’application et dispositions générales

#### **Orientation n° 1**

L'accord de coopération doit établir l'intention et l'objectif qui le sous-tendent, et fournir des définitions le cas échéant.

L'accord de coopération doit établir des moyens de coopération et d'interaction entre ses signataires, y compris le partage d'informations sur une base régulière, tant durant les périodes normales de préparation à une crise que pendant les situations de résolution et en temps de crise lorsque, par exemple, les instruments de résolution sont appliqués.

#### **Orientation n° 2**

L'accord de coopération ne doit pas être juridiquement contraignant et ne doit pas créer de droits, d'obligations ou d'engagements opposables par les autorités signataires de l'accord de coopération ou par un quelconque tiers. L'accord de coopération doit indiquer qu'il est fondé sur la réciprocité et qu'il ne constitue pas une levée d'immunité ou de privilège.

L'accord de coopération doit préciser qu'il ne se substitue à aucune législation nationale ou de l'UE et qu'il ne modifie ni ne remplace des accords similaires antérieurs, tels que des protocoles d'accord, des déclarations de coopération, des accords de coopération et des accords d'assistance technique.

L'accord de coopération ne doit créer aucun conflit avec d'autres arrangements ou accords similaires antérieurs auxquels les autorités signataires de l'accord de coopération sont parties.

L'accord de coopération peut prévoir la possibilité de son réexamen et sa modification occasionnels par consentement mutuel. Toute autorité signataire de l'accord de coopération peut se retirer unilatéralement de l'accord en adressant dans un délai raisonnable un préavis écrit à l'autre partie.

## 5.2 Partie 2 – Type et contenu des dispositions que les accords de coopération peuvent comprendre

### **Orientation n° 3**

L'accord de coopération doit couvrir tous les domaines de coopération et de partage d'informations afin de permettre une planification de résolution et la mise en œuvre de mesures de résolution transfrontières efficaces, eu égard à l'étendue des compétences et des pouvoirs des autorités signataires de l'accord de coopération.

L'accord de coopération doit permettre à une autorité de l'UE de recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement des tâches énumérées à l'article 79, paragraphe 3, du règlement CCPRRR et à l'exercice des pouvoirs relatifs à la résolution, à l'évaluation de la résolvabilité, aux mesures visant à supprimer les obstacles à la résolvabilité et aux mesures d'intervention précoce concernant les CCP (ou les groupes identifiés englobant ces CCP) au titre du règlement CCPRRR.

Sous réserve du principe de proportionnalité, le partage d'informations doit inclure, sans s'y limiter, les aspects énumérés dans les orientations n° 4 à 8 ci-dessous.

### **Orientation n° 4**

Les autorités signataires de l'accord de coopération doivent s'efforcer d'échanger les informations nécessaires à la préparation, à l'élaboration et à la mise à jour des plans de résolution conformément à l'article 12 du règlement CCPRRR et aux exigences similaires applicables en vertu de la législation du pays tiers, y compris, mais sans s'y limiter:

- lorsque le plan de résolution tient compte de situations d'instabilité financière générale ou d'événements d'ampleur systémique, et lorsque la situation et les scénarios possibles recensés concernent le pays tiers;
- lorsqu'il existe des liens identifiés avec un pays tiers en ce qui concerne les membres compensateurs (et, dans la mesure où les informations sont disponibles, leurs clients et clients indirects) ou les IMF liées;
- lorsqu'il existe des interdépendances ou des marchés financiers partagés,
- lorsqu'il existe des plates-formes de négociation desservies par la CCP qui sont situées dans le pays tiers; et
- lorsque le plan de résolution considère le système financier d'un pays tiers donné et en tient compte.



En outre, les autorités doivent s'efforcer de consulter et de coopérer en matière d'élaboration du plan de résolution dans les délais prévus au titre de l'orientation n° 10, en tenant compte des principes énoncés à l'article 77 du règlement CCPRRR ou de dispositions similaires du droit du pays tiers.

#### **Orientation n° 5**

Les autorités signataires de l'accord de coopération doivent s'efforcer d'échanger les informations nécessaires à la réalisation de l'évaluation de la résolvabilité conformément à l'article 15 du règlement CCPRRR (y compris les aspects énumérés à l'annexe, section C, du règlement CCPRRR) et aux exigences similaires applicables en vertu de la législation du pays tiers, y compris, mais sans s'y limiter, les informations concernant les cas suivants:

- lorsque la CCP possède des activités fondamentales, des structures juridiques et organisationnelles et des opérations critiques connectées ou liées à un pays tiers;
- lorsqu'il existe des dépendances de financement liées à un pays tiers;
- lorsqu'il existe d'importants accords de niveau de service liés ou connectés à un pays tiers ou établis dans un pays tiers;
- lorsqu'il est pertinent d'envisager des processus de transition pour les services fournis dans le cadre d'accords de niveau de service dans un pays tiers, par exemple en cas de séparation de fonctions critiques ou d'activités fondamentales;
- lorsqu'il existe des systèmes de paiement et/ou de règlement pertinents pour la CCP dans un pays tiers;
- lorsqu'il est fait appel à des informations provenant d'entités de pays tiers pertinentes pour la CCP;
- lorsqu'il existe des dépendances intragroupes dans un pays tiers;
- lorsqu'il est envisagé qu'une autorité de pays tiers fournisse une assistance à l'autorité de résolution dans une situation de résolution;
- lorsqu'il peut être envisagé d'appliquer des instruments de résolution de manière à ce que la résolution puisse avoir une incidence significative sur un pays tiers ou être partiellement réalisée dans un pays tiers;
- lorsque la CCP a des membres compensateurs ou des contrats de garantie financière établis dans un pays tiers, ce qui pourrait avoir une incidence sur la résolution;

- lorsque la crédibilité de l'application des instruments de résolution d'une manière répondant aux objectifs de la résolution dépend d'éventuelles mesures prises par les autorités du pays tiers; et
- lorsque la résolution de la CCP peut avoir une incidence sur le système financier, avoir un effet sur la confiance des marchés financiers et s'il existe des risques de contagion, liés ou se rapportant à un pays tiers.

#### **Orientation n° 6**

Les autorités signataires de l'accord de coopération doivent s'efforcer d'échanger des informations sur l'exercice de pouvoirs visant à réduire ou supprimer les obstacles à la résolvabilité conformément à l'article 16 du règlement CCPRRR et de pouvoirs similaires en vertu du droit du pays tiers, y compris, mais sans s'y limiter, des informations relatives à leur incidence sur le modèle économique de la CCP.

L'accord de coopération doit également prévoir que les autorités signataires de l'accord éviteront les mesures dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles entravent de manière significative la résolvabilité en interférant avec le plan de résolution, en déclenchant une instabilité ailleurs dans la CCP ou le groupe, ou dans le système financier de la juridiction de l'autre autorité.

#### **Orientation n° 7**

Les autorités signataires de l'accord de coopération doivent s'efforcer de partager des informations concernant l'application de mesures d'intervention précoce au titre de l'article 18 du règlement CCPRRR, y compris, mais sans s'y limiter, des informations relatives aux cas où l'autorité compétente a conclu que l'une des conditions visées à l'article 18, paragraphe 1, du règlement CCPRRR a été remplie conformément à l'article 18, paragraphe 6, du règlement CCPRRR ou lorsqu'un ou plusieurs des indicateurs prévus dans les orientations sur les mesures d'intervention précoce (émises conformément à l'article 18, paragraphe 8, du règlement CCPRRR) ont été satisfaits et lorsque l'autorité considère la situation comme importante ou significative et relevant de pouvoirs similaires en vertu de la législation du pays tiers.

L'accord de coopération doit également prévoir que les autorités signataires de l'accord de coopération évitent, dans la mesure du possible, de recourir à des mesures dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elles entravent sensiblement la résolvabilité en adoptant des mesures d'intervention précoce susceptibles de déclencher une instabilité ailleurs dans la CCP ou le groupe, ou dans le système financier de la juridiction de l'autre autorité.

### **Orientation n° 8**

Les autorités signataires de l'accord de coopération doivent s'efforcer d'échanger des informations concernant l'application des instruments de résolution et l'exercice des pouvoirs de résolution en vertu du titre III, chapitre 1, section 2, du règlement CCPRRR et en vertu de pouvoirs similaires conférés à l'autorité pertinente du pays tiers, y compris, mais sans s'y limiter, des informations concernant les cas suivants:

- lorsque l'application de l'un des instruments de résolution pourrait avoir un effet important sur le marché de l'UE ou sur le marché d'un pays tiers ou sur une entité établie dans l'UE (ou faisant partie d'un groupe établi dans l'UE) ou dans le pays tiers;
- lorsque les instruments de répartition des positions et des pertes ont une incidence significative sur les transactions avec une entité établie dans l'UE (ou faisant partie d'un groupe établi dans l'UE) ou dans un pays tiers;
- lorsque l'instrument de dépréciation et de conversion a une incidence sur la situation financière d'une entité établie dans l'UE (ou faisant partie d'un groupe établi dans l'UE) ou dans un pays tiers;
- lorsque l'instrument de cession des activités a une incidence sur une entité établie dans l'UE (ou faisant partie d'un groupe établi dans l'UE) ou dans un pays tiers, l'implique ou y est lié; et
- lorsque l'instrument de la CCP-relais a une incidence sur une entité établie dans l'UE (ou faisant partie d'un groupe établi dans l'UE) ou un pays tiers.

### **Orientation n° 9**

En cas de mesure de résolution conjointe, les autorités signataires de l'accord de coopération doivent coopérer pour établir des procédures et des modèles communs à utiliser dans le cadre d'une mesure de résolution conjointe. Les autorités doivent s'efforcer d'établir des procédures et des processus pour parvenir à une communication publique externe cohérente et efficace en ce qui concerne les mesures de résolution.

### **Orientation n° 10**

L'accord de coopération doit garantir que les informations sont échangées en temps utile. L'accord de coopération doit préciser des délais différents en ce qui concerne l'échange d'informations, dans le respect du principe de proportionnalité, en fonction de la raison du partage d'informations et de la coopération envisagés:

a) Les autorités doivent s'efforcer de se consulter et de coopérer en matière d'élaboration du plan de résolution visé au titre de l'orientation n° 4, dans le cadre duquel les informations doivent être pertinentes et présentées dans un format conçu par l'autorité compétente pour la résolution de la CCP afin d'en garantir la pertinence au regard dudit plan et doivent être fournies dans un délai donné, dans le respect du principe de proportionnalité.

b) Les autorités doivent s'efforcer de convenir des processus et des arrangements nécessaires pour s'assurer qu'elles ont connaissance et sont informées de la procédure de résolution de l'autre partie en temps utile et de manière efficace, conformément aux principes énoncés à l'article 77 du règlement CCPRRR.

c) Les autorités doivent s'efforcer de se consulter et de coopérer en matière d'évaluation de la résolvabilité visé au titre de l'orientation n° 5 et, en particulier, les informations doivent être pertinentes et présentées dans un format conçu par l'autorité compétente pour la résolution de la CCP afin d'en garantir la pertinence pour l'évaluation de la résolvabilité et doivent être fournies dans un délai donné, dans le respect du principe de proportionnalité.

d) Les autorités doivent s'efforcer de se consulter et de coopérer en matière d'exercice des pouvoirs visant à réduire ou à supprimer les obstacles à la résolvabilité visé au titre de l'orientation n° 6 et, en particulier, les informations doivent être pertinentes et présentées dans un format conçu par l'autorité compétente pour la résolution de la CCP afin d'en garantir la pertinence et doivent être fournies dans un délai donné, dans le respect du principe de proportionnalité.

e) Les autorités doivent s'efforcer de se consulter et de coopérer en matière d'identification, d'évaluation et d'application de mesures d'intervention précoce visées au titre de l'orientation n° 7 et doivent en particulier garantir un échange d'informations efficace et rapide.

f) Les autorités doivent s'efforcer de se consulter et de coopérer en matière d'application des instruments de résolution et d'exercice des pouvoirs de résolution visés au titre de l'orientation n° 8 et doivent en particulier garantir un échange d'informations efficace et rapide.

Les autorités doivent accepter la réception d'une demande d'informations reçue par l'autre autorité signataire de l'accord de coopération dans le format convenu. Elles doivent informer l'autre autorité, dans le format convenu, de tout retard dans la fourniture des informations demandées et, en cas de tel retard, elles doivent également fixer un nouveau délai assorti du calendrier révisé envisagé pour la fourniture de ces informations. Les autorités doivent se mettre d'accord sur les modalités de communication, en établissant des listes de coordonnées, dans le respect des règlements relatifs à la protection des données, et sur les moyens de communication, en utilisant par exemple des courriers électroniques sécurisés.

En période de crise, les autorités doivent intensifier leur coopération et l'échange d'informations et doivent coopérer et échanger des informations à un stade suffisamment précoce, comme le prévoient notamment les points e) et f) ci-dessus.

### 5.3 Partie 3 – Aspects liés à la confidentialité

#### Orientation n° 11

L'accord de coopération doit définir le type d'informations qui pourraient être considérées comme des informations confidentielles. L'accord de coopération doit garantir que toute information qui serait soumise à des exigences de confidentialité en vertu du droit de l'Union sera considérée comme confidentielle au titre de l'accord de coopération.

L'accord de coopération doit établir des procédures pour la divulgation et le partage ultérieur d'informations confidentielles afin d'en assurer la protection, tout en maintenant un niveau nécessaire d'échange d'informations entre les autorités et des tiers, aux fins de la planification ou de la mise en œuvre d'une mesure de résolution ou pour le bon fonctionnement de la justice.

La divulgation d'informations confidentielles à un tiers ne doit avoir lieu que conformément aux articles 8, 73 et 80 du règlement CCPRRR.

Lorsqu'une autorité est légalement tenue de divulguer des informations confidentielles reçues, elle coopère pleinement avec l'autre autorité afin de préserver la confidentialité de ces informations, dans la mesure autorisée par la législation de l'autorité qui a demandé ces informations. Elle consulte l'autre autorité qui a fourni les informations avant de les transmettre à l'entité requérante et, si cette autorité ne consent pas elle-même à la transmission des informations, l'autorité contrainte de divulguer des informations confidentielles:

a) fera valoir toute exemption légale ou règle de protection de la confidentialité qui leur est applicable;

b) informera l'entité requérante qu'une divulgation forcée pourrait avoir une incidence négative sur la transmission future d'informations confidentielles par des autorités de surveillance étrangères et devra demander que ces informations soient tenues confidentielles par l'organe demandeur.

L'accord de coopération doit également préciser que le partage et la divulgation d'informations confidentielles ne doivent pas être considérés comme une levée de privilège ou de confidentialité.

#### Orientation n° 12

L'accord de coopération doit indiquer et reconnaître qu'une autorité de l'UE traite des données à caractère personnel conformément au cadre juridique applicable de l'UE, notamment le règlement (UE) 2018/1725 ou le règlement (UE) 2016/679, selon le cas. Les accords de

coopération doivent également faire référence à la législation applicable à l'autorité du pays tiers.

L'accord de coopération doit garantir qu'en l'absence de décision d'adéquation en vertu de l'article 45, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679, le transfert de données à caractère personnel n'aura lieu que si l'autorité du pays tiers a prévu des garanties appropriées et à la condition que les personnes concernées disposent de droits opposables et de voies de droit effectives. Si cette condition n'est pas remplie, le partage des données ne doit avoir lieu que sur une base anonymisée.

Les accords de coopération peuvent faire référence à l'accord administratif de l'OICV concernant le transfert de données à caractère personnel entre les autorités de l'EEE et les autorités hors EEE, si les deux autorités en sont signataires. En tant que signataires, les autorités doivent reconnaître qu'elles agiront conformément à cet accord administratif en ce qui concerne le transfert entre elles de données à caractère personnel.

## 6 Annexe 1 — Modèle d'accord de coopération

### 1. Preambles

- The global financial markets involve financial institutions and groups that operate across borders, with many institutions operating both within one or more Member States of the European Union ('EU') and in [*name of third country*].
- A recovery and resolution framework further bolsters the preparedness of CCPs and authorities to mitigate financial distress and provide authorities with further insight into CCPs' preparations for stress scenarios. It also provides authorities with powers to prepare for the potential resolution of a CCP and deal with the declining health of a CCP in a coordinated manner, thus contributing to the smooth functioning of financial markets.
- Under the domestic legal frameworks of [*name of European authority*] and [*name of third country authority*] (hereinafter collectively referred to as 'the Parties') respective jurisdictions, resolution authorities possess resolution tools and powers that can be employed to address circumstances in which a CCP [or the group including such CCPs] encounters serious financial difficulties.
- In order to ensure the effectiveness of resolution actions in relation to internationally active CCPs [*or the group including such CCPs*], resolution authorities should share information and cooperate in the cross-border development of resolution plans and in the application of resolution tools and powers both in the business-as-usual situation to prepare for crisis and resolution and in a crisis and resolution situation.
- Regulation (EU) 2021/23 of the European Parliament and of the Council (hereinafter 'CCPRRR')<sup>6</sup> establishes a framework for the recovery and resolution of central counterparties in the EU. It notes that Union CCPs provide services to clearing members and their clients located in third countries and third-country CCPs provide services to clearing members and their clients located in the Union. Hence, effective resolution of internationally active CCPs requires cooperation between Member States and third-country authorities and Cooperation Arrangements should ensure effective planning, decision-making and coordination in respect of internationally active CCPs.
- Article 79 of CCPRRR stipulates that the competent authorities or resolution authorities, where appropriate, shall conclude Cooperation Arrangements with the relevant third-country authorities, (a) where a third-country CCP provides services or has subsidiaries in one or more Member States, the relevant third-country authorities where the CCP is established; (b) where a CCP provides services in or has one or more third-country subsidiaries, the relevant third-country authorities where those services are provided or where the subsidiaries are

---

<sup>6</sup> Regulation (EU) 2021/23 of the European Parliament and of the Council of 16 December 2020 on a framework for the recovery and resolution of central counterparties and amending Regulations (EU) No 1095/2010, (EU) No 648/2012, (EU) No 600/2014, (EU) No 806/2014 and (EU) 2015/2365 and Directives 2002/47/EC, 2004/25/EC, 2007/36/EC, 2014/59/EU and (EU) 2017/1132 (Text with EEA relevance) (OJ L 22, 22.1.2021, p. 1).

established. Hence, cooperation should also take place with regard to subsidiaries of Union or third-country CCPs and their clearing members and their clients.

- The Cooperation Arrangement shall establish the processes and arrangements between the Parties for sharing the necessary information for, and cooperating in, carrying out certain tasks and exercising the powers under their respective legal frameworks in relation to the CCPs or the group including such CCPs.

- [Add specificities of the third-country Authorities RR regulation and the position for sharing information.]

## 2. Definitions

“CCP” means the [insert the name of the CCP(s) covered by the Cooperation Arrangement].

“Parties” means the [EU Authority] and the [TC Authority] jointly.

“EU Authority” means the [*insert the relevant authority(ies)*]

“TC Authority” means the [*insert the relevant authority(ies)*]

“Cooperation Arrangement” means the agreement herein.

“Equivalence Decision” means a decision pursuant to Article 45(3) of Regulation (EU) 2016/679.

“Resolution College” means a resolution college established pursuant to Article 4(1) of CCPRR.

“Confidential Information” means any non-public information shared under the Cooperation Arrangement, requests made under the Cooperation Arrangement, the contents of such requests, and any other matters arising under the Cooperation Arrangement.

## 3. Objective of the Cooperation Arrangement

- The Parties to the Cooperation Arrangement shall cooperate to ensure an orderly and coordinated resolution and to maintain financial stability, and in order to achieve a coordinated resolution strategy consistent with relevant legal frameworks and respective responsibilities.



- Such cooperation and sharing of information will also aim at identifying the existence of cases where the resolution plan may materially adversely affect the financial stability or the domestic depositors or creditors and where consistent with responsibilities and legal frameworks, the necessary and appropriate steps to mitigate such cases.
- The Cooperation Arrangement provides the agreed cross-border arrangement for the cooperation in resolution planning and during a resolution and crisis situation between the [EU Authority] and the [TC Authority]. The Cooperation Arrangement is to support cross-border information sharing and cooperation relating to resolution, including the development of resolution plans, to plan for the application of resolution tools and powers and to apply those resolution tools and powers in a crisis or resolution situation.
- The Parties to the Cooperation Arrangement should interact, cooperate and exchange information for purposes of facilitating, among other things, the planning and orderly resolution of internationally active institutions or groups. To that end, the Parties will interact, cooperate and share information on a regular basis both during business-as-usual and in times of crisis, under the mutual understanding that a more intense cooperation and exchange of information are needed in time of crisis.

#### **4. Scope of the Cooperation Arrangement**

- The Cooperation Arrangement notes the internationally agreed principles of the Financial Stability Board guidance and in particular the Key Attributes of Effective Resolution Regimes for Financial Institutions.
- The Cooperation Arrangement is covering all areas of cooperation and sharing of information in order to support effective cross-border resolution planning and resolution action, having regard to the Parties' scope of competence and powers.
- Subject to the principle of proportionality, the Parties shall aim to share all relevant and material information, including but not limited to, general information on crisis and resolution considerations such as loss absorption and recapitalisation capacity, funding, continuity of critical functions, and operational continuity.
- The Parties shall endeavour to share the information necessary for, and to cooperate to the extent relevant to, carrying out the tasks under Article 79 of CCPRRR and exercising the powers in relation resolution for the CCPs (or identified groups including such CCPs) under CCPRRR for the [EU Authority].
- [The Parties shall endeavour to share the information necessary for, and to cooperate to the extent relevant to, carrying out the tasks under [Insert the correct references for the TC Authority]

- The Cooperation Arrangement is legally non-binding, it does not create enforceable rights, obligations, or liabilities; nor constitute waivers of immunity or privilege.
- The Cooperation Arrangement shall be reviewed and amended from time to time by mutual consent. Any amendment shall be reflected in writing. Any Party may unilaterally withdraw from the Cooperation Arrangement by providing reasonable prior written notice to the other Party. Confidential information exchanged under the Cooperation Agreement shall still be considered confidential after the withdrawal of a Party.
- The Cooperation Arrangement does not supersede any domestic or EU laws. The Cooperation Arrangement does not modify or supersede prior similar arrangements or agreements, such as memoranda of understanding, or statements of cooperation unless agreed between the parties in the Cooperation Arrangement.
- The Parties should ensure that the Cooperation Arrangement does not conflict with prior similar arrangements or agreements to which they are parties.

## 5. Drawing up of Resolution Plan

- The Parties agree to endeavour to exchange information necessary for the preparation, drawing up and maintenance of resolution plans in accordance with Article 12 of CCPRRR and with *[insert the reference of the Commission Delegated Regulation under Article 12(7) of CCPRRR]*, adopted on the *[insert details]* and *[insert the reference to the legal framework containing the similar requirements under the law of the relevant third countries]*.
- In particular the *[TC Authority]* agrees to assist the *[EU Authority]* with information relevant for the preparation, drawing up and maintenance of the resolution plan where the information either relates to the services provided by the CCP/an EU CCP in *[name of the TC]* such a TC or where the CCP/an EU CCP has a subsidiary in *[name of the TC]* and this information is, in the view of the EU Authority, needed for the preparation, the drawing up and maintenance of the resolution plan.
- In addition, the *[TC Authority]* agrees to provide information to the EU Authority on a TC CCP from *[name of the TC]* providing services in the EU where, in the view of the *[EU Authority]*, it is relevant for the preparation, drawing up and maintenance of the resolution plan, i.e. where the resolution plan envisages the clearing offer to be taken into account.
- The *[EU Authority]* agrees to provide the following resolution related information: *[to be completed by the EU Authority]*.
- The *[TC Authority]* agrees to provide the following resolution related information: *[to be completed by the TC Authority]*.

- The Parties agree to endeavour to consult and cooperate on the exercise of powers under enforcement procedures, further specified under Article 77 of CCPRR on the recognition and enforcement of third-country resolution proceedings and *[insert references to the similar powers under the law of the relevant third countries]*.

## 6. Assessment of Resolvability

- The Parties agree to endeavour to exchange information in relation to the assessment of the resolvability of the CCP, that shall take place at the same time as drawing up and updating the resolution plan and in accordance with; (a) Article 15 of CCPRRR; (b) Section C of the Annex of CCPRRR; and (c) the Guidelines *[insert name]* issued by ESMA in accordance with Article 15(5) of CCPRRR, with the aim to promote the convergence of resolution practices regarding the application of Section C of the Annex to CCPRRR for CCPs regulated by CCPRRR and *[insert the reference to the legal framework containing the similar requirements under the law of the relevant third country]* for CCPs regulated by *[insert TC regulatory legal reference]*.

- The *[TC Authority]* agrees to assist the *[EU Authority]* with information relevant for the assessment of the resolvability where the information either relates to the services provided by the CCP/an EU CCP in from *[name of the TC]* or where the CCP/an EU CCP has a subsidiary in *[name of the TC]* and this information is, in the view of the *[EU Authority]*, needed for the assessment of resolvability.

- The *[TC Authority]* agrees to endeavour to provide information to the EU Authority on a CCP from *[name of the TC]* providing services in the EU where, in the view of the EU Authority, it is relevant for the resolvability assessment.

## 7. Powers to address or remove impediments

- The Parties agree to endeavour to exchange information in relation to the application of powers to address or remove impediments to resolvability pursuant to Article 16 of CCPRRR and *[insert the reference to the legal framework containing the similar requirements under the law of the relevant third country]*.

- The Parties agree to endeavour to avoid actions that could reasonably be expected to materially impede the resolvability by interfering with the resolution plan, triggering instability elsewhere in the CCP or group, or in the financial system of the other Party's jurisdiction.

## 8. The application of early intervention measures

- The Parties agree to endeavour to share information in relation to the application of early intervention measures pursuant to Article 18 of CCPRRR and the corresponding Guidelines

[insert name] issued by ESMA and [insert the reference to the legal framework containing the similar requirements under the law of the relevant third country].

- The Parties agree to endeavour to cooperate in the assessment of early intervention measures by undertaking any of the following actions:

(a) Inform the other Party where there are severe, significant and material breaches causing an early intervention measure assessment to be started,

(b) Inform the other Party that an assessment has concluded that the Authority will undertake an early intervention measure in relation to the CCP and provide a timing of the different steps,

(c) Discuss the situation and the risk it poses to the market and financial stability.

- The Parties agree to endeavour to avoid actions that could reasonably be expected to materially impede the resolvability by adopting early intervention measures that could trigger instability elsewhere in the CCP or group, or in the financial system of the other Party's jurisdiction.

## **9. The application of resolution tools and exercise of resolution powers**

- The Parties agree to endeavour to exchange information in relation to the application of resolution tools and exercise of resolution powers under CCPRRR and [insert the reference to the legal framework containing the similar requirements under the law of the relevant third country].

- The Parties shall endeavour to coordinate the public communication in the case of joint resolution actions.

## **10. Procedures and arrangements for the exchange of information and cooperation**

- The Parties shall endeavour to exchange the information under the Cooperation Arrangement in accordance with the below:

(a) Information in relation to resolution planning shall be provided within [insert timeline, e.g. 30 calendar days after the receipt has been received],

(b) Information in relation to resolvability assessment shall be provided within [insert timeline],

(c) Information in relation to the application of powers to address or remove impediments to resolvability shall be provided within [insert timeline],

(d) Information in relation to the application of early intervention measures shall be provided within [insert timeline],

(e) Information in relation to the application of resolution tools and exercise of resolution powers shall be provided within [insert timeline].

- The Parties agree to endeavour to (i) accept the receipt of a request for information received by the other Party to the Cooperation Arrangement and to (ii) inform the other Party of any delay in providing the requested information by the deadline and provide an envisaged revised timeline for providing such information.

- The Parties shall endeavour to intensify cooperation and exchange of information under the Cooperation Arrangement in time of crisis. In such cases, the Parties agree to cooperate and exchange information at a sufficiently early stage.

- The Parties may agree to fulfil the requirements under the Cooperation Arrangement, where appropriate, through the establishment and operation of crisis management groups and resolution colleges.

## **11. Disclosure and onward sharing of confidential information**

- The Parties shall consider as Confidential Information non-public information shared under the Cooperation Arrangement, requests made under the Cooperation Arrangement, the contents of such requests, and any other matters arising under the Cooperation Arrangement. The terms of the Cooperation Arrangement are [not] confidential.

- The Parties will hold confidential all Confidential Information and confirm that:

- all persons dealing with or having access to any Confidential Information are subject to an obligation of professional or official secrecy or confidentiality.

- these professional or official secrecy or confidentiality requirements apply to any person currently or previously employed by or acting on behalf of the Parties and

- Any passing on of Confidential Information in breach of professional or official secrecy or confidentiality is unlawful in their respective jurisdiction, to the extent that the Confidential Information falls within the scope of the respective legal obligation of professional or official secrecy or confidentiality of the respective Parties.

- The Parties recognise that information pertaining to resolution planning and execution is commercially sensitive and confidential. Access to such information, as well as to any other Confidential Information, should be restricted to those officials, employees and agents of the Parties who require the information to enhance preparedness for, and facilitate, supervision, financial stability, recovery and resolution (including resolution planning) or crisis management. Such data and information should be handled carefully and appropriately in the same manner applicable to similar information in each respective jurisdiction.

- Where required for the performance of the Parties' respective legal duties in connection with supervision or regulation, financial stability, recovery, resolution (including resolution planning) or crisis management, Confidential Information may be shared with agents acting on behalf of the Parties and bound by professional and/or official secrecy and/or confidentiality obligations substantially equivalent to those set out in the Cooperation Arrangement (e.g. audit firms).

- Disclosure of confidential information to a third party should be done in accordance with Articles 8, 73 and 80 of CCPRRR and [*insert the reference to the legal framework containing the similar requirements under the law of the relevant third country*]. In some cases it should only take place with the prior written consent of the other Party and the assurance from the third party that they have a right to access the information under their legal framework and that they will not further disclose the information without prior consent of the Parties.

- When a Party is required under law to disclose confidential information received, it shall fully co-operate with the other Party in order to keep the information confidential, to the extent permitted by the laws of the Party that requested the information. It shall consult with the other Party that provided the information before transmitting it to the requesting entity and where that Party does not consent itself with passing on the information, the Party forced to disclose confidential information will:

(a) assert the appropriate legal exemptions or privileges with respect to the information as may be available;

(b) advise the requesting entity that a forced disclosure could adversely affect the future transmission of confidential information by foreign supervisory authorities and request that the information be kept confidential by the requesting body.

- The sharing and disclosure of information should not be considered as a waiver of privilege or of confidentiality.

## **12. Data protection – personal data**

- The Parties acknowledge on the one hand, that the EU Authority processes personal data, including that contained in the information received from the TC Authority, in accordance with

the applicable EU legal framework, notably with Regulation (EU) 2018/17252 or Regulation (EU) No 2016/6793 as the case may be, as well as [*Adequacy Decision*], and on the other hand, that the TC Authority processes personal data, including that contained in information received from the EU Authority, in accordance with [*reference to the legal framework applicable to the TC Authority*].

- [*In the absence of an Equivalence Decision, please insert the following: 'The Parties will ensure that the transfer of personal data between them will comply with the conditions on transfers of personal data to third countries or international organisations as stipulated by the respective legislation.'*]

- [*If both Parties are signatories of the AA, please insert the following: 'The Parties are committed to having in place appropriate safeguards for the processing of personal data in the exercise of their respective regulatory mandates and responsibilities and confirm that they will act consistently with IOSCO's Administrative arrangement for the transfer of personal data between EEA Authorities and Non-EEA Authorities.'*]